

Brochure n° 3179

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1534. – ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE  
ET DES COMMERCE EN GROS DES VIANDES**

---

AVENANT N° 2 DU 3 AVRIL 2014  
À L'ACCORD DU 13 MAI 2009 RELATIF AU FONCTIONNEMENT  
ET AU FINANCEMENT DU PARITARISME

NOR : ASET1450934M

IDCC : 1534

**PRÉAMBULE**

Dans le cadre de la réforme de la représentativité syndicale prévue par l'article 11, III, de la loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail et, pour la première fois, en 2013, l'audience des organisations syndicales a été mesurée auprès des salariés tant au niveau national et interprofessionnel qu'au niveau des branches professionnelles.

À l'issue de cette première mesure d'audience, la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes a fait l'objet d'un arrêté du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social en date du 11 juin 2013, publié au *Journal officiel* du 19 juin 2013.

Quant à la réforme de la représentativité patronale, elle est annoncée pour 2014.

S'agissant plus précisément des organisations syndicales de salariés signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes, il s'avère que l'article 9.2 *a* de l'accord du 13 mai 2009 relatif au fonctionnement et au financement du paritarisme stipule que :

« En ce qui concerne la répartition entre les organisations syndicales de salariés, elle se décompose comme suit :

- 10 % répartis de manière égale entre toutes les organisations, soit 1/5 pour chaque organisation ;
- 90 % répartis entre les cinq organisations syndicales à hauteur des taux ci-après :
  - CGT : 26,9 % ;
  - CFDT : 25,85 % ;
  - CGT-FO : 24,65 % ;
  - CFTC : 6,75 % ;
  - CFE-CGC : 5,85 %.

Cette répartition sera modifiée en 2013, par avenant au présent accord, pour tenir compte de la représentativité des syndicats sur la base des résultats des élections professionnelles conformément à la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail. »

S'agissant des organisations professionnelles d'employeurs signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes, l'article 9.2 *b* de l'accord du 13 mai 2009 relatif au fonctionnement et au financement du paritarisme dispose que :

« En ce qui concerne la répartition entre les organisations professionnelles d'employeurs, elle se décompose comme suit :

- 10 % répartis de manière égale entre toutes les organisations, soit 1/6 pour chaque organisation ;
- 90 % répartis entre les six organisations à hauteur de la masse salariale de leurs adhérents assujettis à la cotisation visée à l'article 6. »

C'est dans ces circonstances que les partenaires sociaux de la branche conviennent de modifier l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

## **Article 2**

### *Objet*

Le présent accord constitue l'avenant de révision prévu par les articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il modifie les paragraphes *a* et *b* de l'article 9.2 sur l'exercice du syndicalisme « patronal et salarial » de l'accord initial du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme.

## **Article 3**

### *Modification du paragraphe a de l'article 9.2 de l'accord du 13 mai 2009*

Le paragraphe *a* de l'article 9.2 « Organisations syndicales de salariés » de l'accord du 13 mai 2009 portant sur le fonctionnement et le financement du paritarisme est modifié et remplacé comme suit :

« *a*) Organisations syndicales de salariés

En ce qui concerne les sommes affectées aux organisations syndicales de salariés, elles seront réparties entre les cinq organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes, conformément à l'arrêté du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social en date du 11 juin 2013, publié au *Journal officiel* du 19 juin 2013, à hauteur des taux suivants :

- CFDT : 34,36 % ;
- CGT-FO : 27,53 % ;
- CGT : 26,91 % ;
- CFTC : 7,85 % ;
- CFE-CGC : 3,36 %. »

#### **Article 4**

##### *Modification du paragraphe b de l'article 9.2 de l'accord du 13 mai 2009*

Le paragraphe *b* de l'article 9.2 « Organisations professionnelles d'employeurs » de l'accord du 13 mai 2009 relatif au fonctionnement et au financement du paritarisme est modifié et remplacé comme suit :

« *b*) Organisations professionnelles d'employeurs

S'agissant des sommes affectées aux organisations professionnelles d'employeurs, elles seront réparties entre les organisations signataires de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes, à hauteur de la masse salariale de leurs adhérents assujettis à la cotisation visée à l'article 6 de l'accord initial du 13 mai 2009.

Cette répartition sera réajustée ultérieurement, par avenant à l'accord du 13 mai 2009 relatif au fonctionnement et au financement du paritarisme, pour tenir compte de la représentativité des organisations d'employeurs sur la base de la réforme annoncée. »

#### **Article 5**

##### *Adhésion à l'accord du 13 mai 2009 relatif au fonctionnement et au financement du paritarisme*

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés non signataires ou n'ayant pas adhéré à l'accord du 13 mai 2009 relatif au fonctionnement et au financement du paritarisme, mais signataires du présent avenant, déclarent adhérer, en totalité et sans réserve, à l'accord initial du 13 mai 2009.

#### **Article 6**

##### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

#### **Article 7**

##### *Dépôt et extension*

Les parties signataires du présent accord conviennent de demander son extension, le SNIV-SNCP étant chargé des formalités de dépôt et de demande d'extension dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 3 avril 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

##### **Organisations patronales :**

SNIV-SNCP ;

FNICGV.

##### **Syndicats de salariés :**

FGA CFDT ;

FNAF CGT.